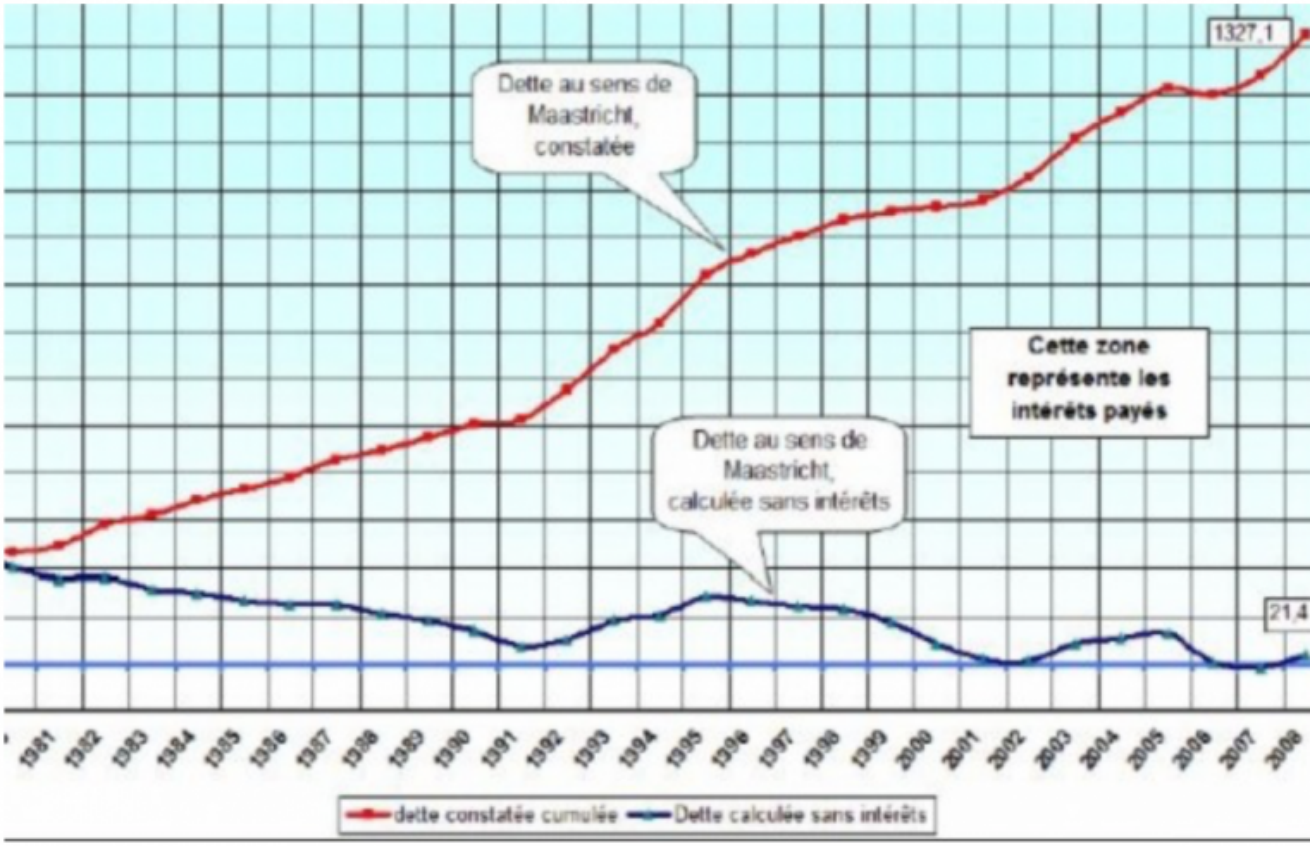
GJ, attaquez-vous à la loi Rotschild, sans elle notre dette serait de 50 milliards au lieu de 2300 !

écrit par Annie Mekavechelo | 9 janvier 2019



J'ai enfin découvert l'origine et l'augmentation sans fin de la dette publique ! L'article ci-dessous est ancien mais la loi est toujours en vigueur, donc ce n'est pas prêt de s'arrêter sauf si celle ci est « dévoilée » lors du grand débat. Car les Français n'y sont pour rien, et, sans elle, il n'y aurait pas de gilets jaunes dans la rue.
Tous nos gouvernants actuels et depuis 40 ans sont coupables.

Publié le 12-11-2011 à 15h07 – Modifié à 09h50

Dette publique et « loi Rothschild » : le silence des médias

Par **Olivier Bonnet**
Journaliste engagé

On parle beaucoup de crise et de dette en ce moment, mais de quelle manière ? Le journaliste Olivier Bonnet reproche aux médias de relayer la théorie libérale, sans s'interroger sur des étapes fondamentales comme celle de la loi Pompidou-Giscard en 1973.

C'est le point aveugle du débat : la dette publique est une escroquerie ! En cause, la loi Pompidou-Giscard de 1973 sur la Banque de France, dite « loi Rothschild », du nom de la banque dont était issu le président français, étendue et confortée ensuite au niveau de l'Union européenne par les traités de Maastricht (article 104) et Lisbonne (article 123).

D'une seule phrase découle l'absolue spoliation dont est victime 99% de la population : « *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France* ».

(JAUBERT/SIPA)

Contraint d'emprunter aux banques privées

En clair et pour faire simple, la Banque de France a désormais interdiction de faire crédit à l'État, le condamnant à se financer en empruntant, contre intérêts, aux banques privées, au lieu de continuer à emprunter sans intérêt auprès de la banque de France qui lui appartient. **Depuis l'application de ce principe, la finance et son infime oligarchie donnent la pleine mesure de leur asservissement des peuples, en une spirale exponentielle d'accroissement des inégalités**.

Le pouvoir est désormais aux mains des créanciers privés, qui l'exercent au bénéfice exclusif d'intérêts particuliers, quand

la puissance publique a renoncé à son devoir de protéger l'intérêt général. La démocratie, étymologiquement pouvoir du peuple, est morte. On le voit en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en Italie, en France…

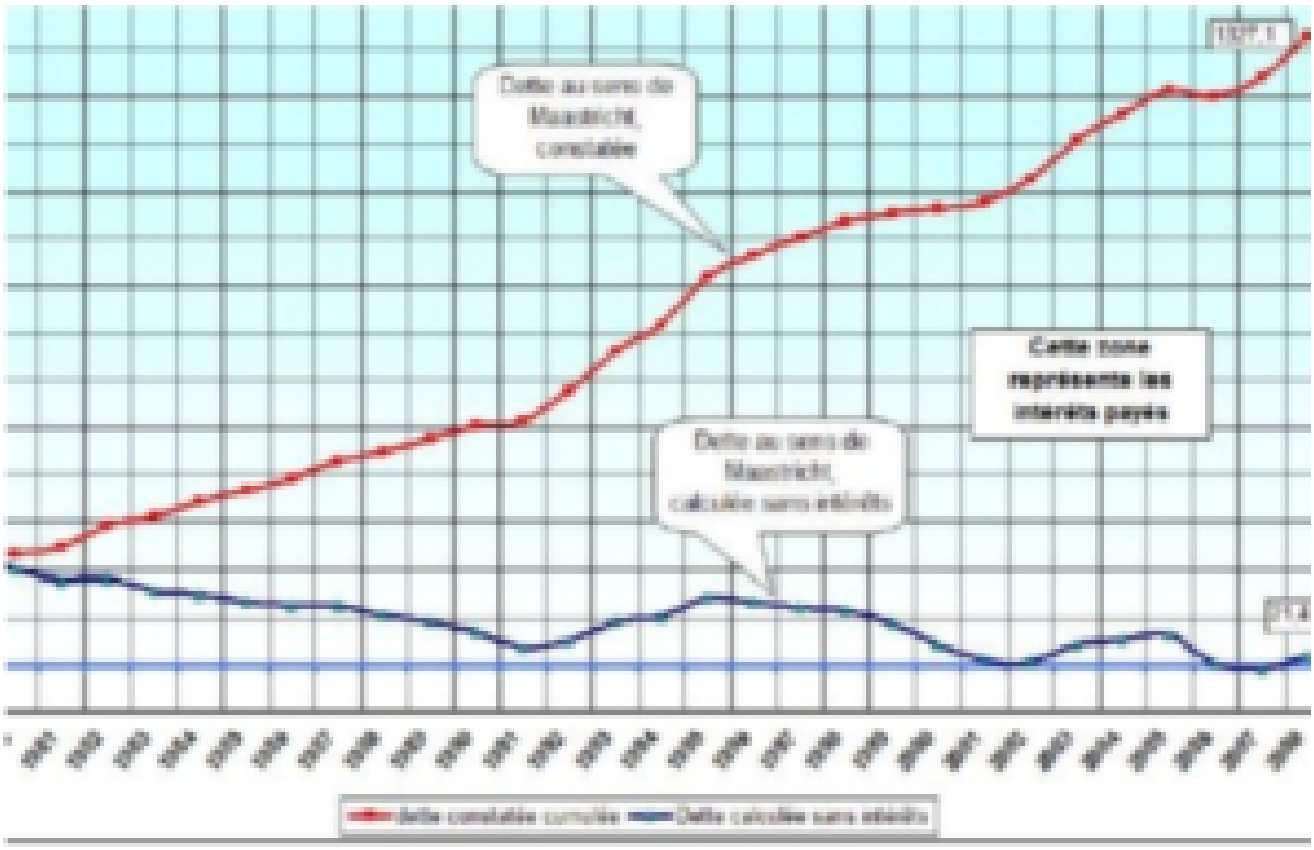
Qui gouverne ? « La troïka » – Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne – resserrant toujours davantage son emprise jusqu'à l'étranglement des peuples. Et l'on pérore sans fin sur les plateaux de télévisions, sur les ondes et dans les colonnes de la presse sur « l'insupportable fardeau de la dette », « la France en faillite », « les nécessaires sacrifices », que « nous ne pouvons pas continuer à vivre au-dessus de nos moyens » et que, d'ailleurs, « les Français l'ont compris ».

Silence médiatique

Inlassable propagande des conservateurs-libéraux ? Bien sûr, mais relayée par le silence complice des médias. Et c'est ainsi que s'imposent dans l'opinion les apparentes évidences biaisées qui prétendent l'austérité inéluctable, contre la justice et l'intelligence. Deux ans d'austérité en Grèce déjà, pour quel résultat ?

Avec toujours la même justification simpliste et manipulatrice, résumée par la question posée par un journaliste d'Europe 1 à Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle : « *Mais comment des pays européens endettés peuvent-ils faire autrement pour réduire leurs déficits ?* »

Un graphique pour illustrer le propos, qui montre l'hallucinante évolution de la courbe de la dette publique.



« *Ainsi, entre 1980 et 2008, la dette a augmenté de 1088 milliards d'euros et nous avons payé 1306 milliards d'euros d'intérêts* », résume Mai68.org. Faisons la soustraction : **sans les intérêts illégitimes encaissés par les banksters financiers privés, la dette publique française se serait élevée, fin 2008, à 21,4 milliards d'euros – au lieu de 1327,1 milliards** ! Un escroc peut-il rêver pareil butin ? Et personne ne dénonce jamais ce scandale absolu ! A part Mélenchon et l'extrême droite – qui ne le fait que par opportunisme, étant entendu qu'elle a toujours été au service zélé du capitalisme libéral et ne remettra donc jamais en cause son empire…

Mais les éminents confrères ? Les Calvi, Barbier, Demorand, Joffrin, Apathie, Bourdin, Pujadas ou qui savons-nous encore ? Ceci ressemble bien à une omerta. Et à une honteuse trahison de leur mission d'informer.

Article initialement publié sur plumedepresse.

http://leplus.nouvelobs.com/contribution/213182-dette-publique

-et-loi-rothschild-le-silence-des-medias.html